

ex aequo 

n°88 Mars 2025

Écouter les voix du sud

Néoprotectionnisme écologique :
une nouvelle base
pour la solidarité internationale

Renforcement économique local

Nos exemples de commerce équitable



Écouter les voix du Sud



Photo : Fonio



magasins du monde
solidaires au quotidien

Journal des Magasins du Monde

Éditorial

Dossier 3

Écouter les voix du Sud

Néoprotectionnisme écologique :
une nouvelle base pour la solidarité internationale

Renforcement économique local,
nos exemples de commerce équitable 8

La voix des producteurs 11

Talmond du Ghana et de son partenaire
Bodhi Foods du Togo

Action citoyenne 15

Initiative
Pour une place financière suisse durable
et tournée vers l'avenir

Agenda 16

Les Magasins du Monde et le SKarab Théâtre
présentent une pièce interactive et humoristique

ex aequo n°88

Mars 2025 - Tirage 600 ex.

Éditeur

Association romande des Magasins du Monde
Avenue Dickens 6 - 1006 Lausanne
Tél. 021 661 27 00
info@mdm.ch - www.mdm.ch
CCP 12-6709-5
IBAN CH83 0900 0000 1200 6709 5

Abonnements 2025

Bénévole MdM CHF 30.- Ami-e CHF 70.-
Soutien CH F 110.- Parrainage CHF 360.-

L'équipe de rédaction

Lara Baranzini - Nadia Laden - Bernadette Oriet
Elisabeth Piras - Anne Monard

Photos

Villageworks - Fairafric - Alter trade - Green Net
Talmond

Graphisme et mise en page Anne Monard

Relecture L'équipe de rédaction

Impression Papier recyclé
Centre d'impression Le Pays SA, Delémont

Envois postaux Magasin du Monde Delémont

Éditorial

La période actuelle est délétère pour la coopération internationale... Entre la suppression quasi totale des budgets par les États-Unis à laquelle on assiste avec sidération et les coupes dans plusieurs pays, y compris la Suisse, les programmes de coopération sont en immense difficulté. Principales victimes : les populations les plus démunies des pays à faible revenu, qui sont par ailleurs aussi en première ligne face aux effets du dérèglement climatique. Hélas, les regards des pouvoirs politiques dans les pays occidentaux sont actuellement focalisés autour de la guerre commerciale en cours, oubliant les répercussions dramatiques de ces coupes qui passent ainsi au deuxième plan. Dans ce contexte extrêmement tendu, il nous semble plus que jamais essentiel de porter les voix du Sud. Et ceci d'autant plus qu'une partie d'entre elles revendique une idée émergente : le néo-protectionnisme écologique. Ce concept a l'avantage de remettre en question le libéralisme économique en se basant sur des valeurs sociales et écologiques, bien loin des réflexes protectionnistes et nationalistes à l'œuvre en ce moment.

Lara Baranzini



Dossier

Écouter les voix du Sud

Néoprotectionnisme écologique : une nouvelle base pour la solidarité internationale

Face à la montée des nationalismes, aux discours qui érigent le protectionnisme comme moyen de défendre les intérêts économiques nationaux dans un réflexe de repli sur soi de plus en plus conflictuel, il nous semble essentiel de porter les voix qui émergent des pays à faible revenu et qui appellent à un nouveau modèle économique mondial. En particulier celui basé sur le concept de « néoprotectionnisme écologique ».

Plusieurs raisons à cela. Premièrement, ce concept se base sur des valeurs écologiques et sociales et pas sur des nationalismes dangereux. Il est d'autant plus intéressant qu'il est porté par des économistes africains, qu'il vise le développement de l'agroécologie et qu'il donne au continent africain un rôle d'importance planétaire face au dérèglement climatique. Deuxièmement, il nous semble aujourd'hui plus que jamais essentiel de ne pas laisser toute la place aux discours clivants des nationalismes, et de refaire entendre la voix d'un altermondialisme basé sur des valeurs sociales et écologiques. Ce concept permet en outre de tisser des ponts solidaires entre les réflexions sur le commerce équitable et solidaire local dont nous avons parlé dans notre dernier numéro et le soutien aux productrices et producteurs des pays à faible revenu. Enfin, le néoprotectionnisme écologique a l'avantage d'être applicable partout, y compris sous nos latitudes, pour permettre de s'engager dans la transition écologique et sociale.



Photo : © Villageworks

Les défenseurs du néoprotectionnisme écologique partent du constat que le libre-échange mondialisé, en favorisant la délocalisation de certaines industries dans des pays où les normes environnementales sont moins strictes, compromet non seulement la compétitivité des industries locales, mais aussi l'effort global de transition écologique. Ils plaident pour associer les impératifs écologiques à des mesures économiques visant à protéger les économies locales. Ceci afin de pouvoir soutenir activement la transition écologique et sociale au niveau local.

Une des voix qui a contribué à l'émergence de ce concept est celle de **Kako Nubukpo**. Il est économiste et ancien ministre chargé de la Prospective et de l'Évaluation des Politiques publiques du Togo (2013-2015).



Tout en ayant été commissaire de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) en charge du Département de l'agriculture, des ressources en eau et de l'environnement de 2021 à 2024, il critique ouvertement le franc CFA et son impact sur les économies africaines. Il critique également les élites africaines, qu'il accuse de ne pas se mobiliser pour la justice économique, sociale et environnementale, car complices des mécanismes économiques dominants. Auteur de plusieurs livres¹, il est une figure importante dans les débats contemporains sur l'économie mondiale et les politiques de développement. Ses analyses montrent les effets de la mondialisation sur les pays africains, les inégalités croissantes entre les pays riches et les pays en développement, ainsi que les coûts environnementaux de la globalisation qui impactent les populations les plus vulnérables.

À travers sa réflexion sur le néoprotectionnisme écologique, Kako Nubukpo ne se limite pas à mettre en lumière les contradictions de la mondialisation actuelle, il défend en

¹ Kako Nubukpo, Une solution pour l'Afrique : du néoprotectionnisme aux biens communs, édition Jacob, 2022.

Kako Nubukpo, L'Afrique et le reste du monde, de la dépendance à la souveraineté, édition Jacob, 2024.

parallèle un modèle économique qui intègre des préoccupations environnementales, sociales et culturelles. Il plaide pour une nouvelle forme de protectionnisme, non plus conçu comme un simple outil de défense des marchés, mais comme un moyen pour bâtir une économie mondiale plus juste, plus équitable et plus respectueuse des équilibres écologiques nécessaires pour faire face aux crises environnementales actuelles et futures. Dans sa vision, il faudrait renforcer le développement d'une sphère sociale basée sur le principe des « communs² » et soutenir la croissance rapide de l'économie sociale et solidaire sur le continent africain.



Photo : © Fairafric

Le néoprotectionnisme écologique pour contrer les effets de la mondialisation néo-libérale

Historiquement, le protectionnisme était une politique économique visant à protéger les industries nationales et le secteur agricole contre la concurrence étrangère, notamment par des tarifs douaniers, des quotas ou des subventions. Avec la mondialisation et la création d'accords commerciaux multilatéraux (comme ceux portés par l'Organisation mondiale du commerce, OMC), cette approche a été largement abandonnée au profit du libre-échange.

Il convient peut-être de rappeler que l'OMC a pour mission de veiller à ce que les échanges commerciaux soient les plus libres possibles, en d'autres termes, d'éliminer les obstacles au commerce. C'est en vertu des accords de l'OMC qu'en Suisse les appels d'offre publics doivent obligatoirement s'ouvrir à la concurrence internationale et que les pays n'ont pas le droit de favoriser leurs entreprises nationales. C'est également en vertu de ces accords que les exigences environnementales ou sociales ne doivent pas être excessivement contraignantes au point de restreindre injustement la concurrence internationale.

L'OMC est un des seuls organes internationaux à avoir un pouvoir coercitif : elle a le pouvoir d'obliger des États à se conformer à ses règles par le biais de sanctions. Parallèlement, l'OMC n'a aucun engagement en matière de durabilité. Elle ne doit pas s'inscrire dans le cadre des Objectifs du développement Durable. Pire, comme le souligne José Tissier, Président de Commerce Équitable France, dans son article « *Le juste-échange équitable comme base d'un nouvel ordre commercial mondial* ³ », même la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de 1992 postule que les mesures pour contrer le changement climatique ne doivent pas constituer un moyen pour imposer des « discriminations arbitraires ou injustifiables » sur le commerce international. Le constat est clair : toute considération environnementale est donc subordonnée à l'impératif du libre-échange et de la croissance économique.

² Les communs - en anglais : commons - sont des ressources partagées, gérées et maintenues collectivement par une communauté ; celle-ci établit des règles dans le but de préserver et pérenniser ces ressources tout en fournissant aux membres de cette communauté la possibilité et le droit de les utiliser, voire, si la communauté le décide, en octroyant ce droit à tous. Ces ressources peuvent être naturelles (une forêt, une rivière), matérielles (une machine-outil, une maison, une centrale électrique) ou immatérielles (une connaissance, un logiciel). Cf Wikipédia

³ commerceequitable.org



Photo : © Fairafric

Après des décennies de libre-échange, le bilan est interpellant. Les dégâts sur le plan social et environnemental ne sont plus à démontrer. Et sur le plan économique, les chiffres liés aux inégalités mondiales donnent le tournis. Pour ne citer que quelques exemples donnés par le coauteur de la récente étude d'Oxfam International, Multinationales et inégalités multiples⁴ lors de la table ronde coorganisée par les Magasins du Monde en novembre dernier, 69% de la richesse mondiale est concentrée dans le Nord, qui abrite 65% des milliardaires. Alors que les pays du Sud fournissent 90% de la main-d'œuvre qui fait tourner l'économie mondiale, ils ne reçoivent que 21% du revenu mondial. Pire encore, les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire consacrent 48% de leur budget au remboursement de la dette ! Sans parler de l'immensité du pouvoir d'une poignée d'entreprises qui ont su profiter au mieux des opportunités données par la libéralisation des marchés et les multiples démantèlements des services publics.

Nous assistons aujourd'hui, sidérés, à l'impact sociétal du soi-disant ordre économique mondial : la concentration des richesses (et du pouvoir qui y est associé) entre les mains d'une minorité de personnes nous montre les dérives auxquelles notre civilisation s'expose.

Comme le fait remarquer Kako Nubukpo, l'ouverture de l'Afrique aux importations mondiales est quasi sans limites (contrairement aux pays Occidentaux, qui se sont mieux protégés). Cette ouverture a permis de traverser des crises alimentaires d'origine diverses en nourrissant à bas prix les habitant-e-s des villes en pleine expansion,

« mais elle a détruit les chances des cultivateurs et des pasteurs de vendre à des prix stables et rémunérateurs, et ainsi d'accumuler et d'investir ».

Par cette ouverture, la paysannerie africaine a été mise en concurrence avec les économies agricoles des pays industrialisés qui ont une productivité par unité de travail incomparable (de 400 à 1'000 fois supérieure).

« Une concurrence insupportable avec des agricultures aux vastes surfaces motorisées et chimisées, par ailleurs subventionnées et protégées commercialement, et bien sûr longtemps aidées pour exporter leurs excédents agroalimentaires devenus structurels. Beaucoup moins visible mais tout aussi nocif à long terme que l'aide alimentaire gratuite, dont les effets dépressifs sur la production locale ont été assez vite documentés »⁵.

Une vaste étude citée par l'auteur a démontré que la mondialisation néo-libérale et les changements structurels dans l'agriculture qui en ont découlé ont bloqué des petites exploitations paysannes dans la pauvreté. Au jeu des avantages comparatifs, les pays les plus pauvres ont ainsi été cantonnés à l'exploitation de leurs ressources naturelles avec une faible valeur ajoutée et sont ainsi poussés à une concurrence délétère sur les marchés de produits « exotiques ». Les populations africaines sont en outre parmi les plus impactées par le changement

⁴ Disponible en français sur le site internet d'Oxfam France

⁵ Toutes les citations sont issues du livre Kako Nubukpo, L'Afrique et le reste du monde, de la dépendance à la souveraineté, édition Jacob, 2024.

climatique alors qu'elles y ont le moins contribué, et elles sont en première ligne également face aux dégâts environnementaux des industries d'extraction et des multinationales agroalimentaires qui rachètent à tout va leurs terres.

Le néoprotectionnisme écologique serait-il une solution envisageable pour l'Afrique et la crise climatique ?

Sur un continent à l'économie essentiellement agricole où 400 millions de personnes peinent à se nourrir, le néoprotectionnisme écologique devrait permettre le déploiement de politiques publiques pour régler les tensions autour de l'usage du foncier entre agriculteurs et éleveurs, préserver les ressources naturelles et la biodiversité, ainsi que pour soutenir l'agroécologie et la souveraineté alimentaire.

Selon Kako Nubukpo *«Priorité doit être donnée à l'agriculture familiale vivrière et aux économies de marchés locaux et nationaux, et à l'usage de méthodes respectueuses de l'environnement, plutôt que, coûte que coûte socialement et écologiquement, aux cultures d'exportation et à une insertion sans filet dans l'économie mondiale».*

Comme il le souligne, le système agricole africain, n'ayant pas évolué vers les méthodes industrielles, est aujourd'hui une opportunité pour autant que l'achat des terres africaines par des États et des multinationales soit endigué.

«Ne nous voilons pas la face: fini de croire que nous couvrirons l'Afrique de tracteurs, d'engrais chimiques, d'OGM et de produits phytosanitaires, de davantage de plantations «exotiques» et de splendides pivots d'irrigation».

L'objectif doit être, au contraire, de protéger les forêts, les cours d'eau, les pâturages, les sols, la faune et la flore sauvages, qui sont essentiels à la lutte contre le réchauffement climatique et l'effondrement de la biodiversité. En parallèle, Kako appelle de ses vœux une intensification agroécologique via des politiques publiques de grande ampleur. Ce focus sur le système agricole africain est d'autant plus essentiel que les impacts du dérèglement climatique y sont particulièrement brutaux. Une telle révolution permettrait de renforcer la capacité des organisations paysannes à y faire face (via des méthodes



Photo : © Alter trade

qui protègent les sols, rétention d'eau, etc.) et contribuerait, en même temps, à l'atténuation du changement climatique au niveau mondial.

«Parler aujourd'hui de justice économique, sociale et environnementale comme je le fais, c'est convoquer la communauté internationale à œuvrer pour l'adaptation à un dérèglement climatique dont l'Afrique n'est pas responsable et pour réparer les dégâts d'un mode de production capitaliste destructeur des écosystèmes naturels».

C'est sur ce point que Kako Nubukpo appelle la communauté internationale à faire face à ses responsabilités, notamment en termes de «dette écologique». Pour que l'Afrique ne soit pas contrainte à faire des choix entre développement économique et préservation de l'environnement, les services écologiques rendus par l'Afrique dans le cadre de ce qu'il appelle la «révolution agricole doublement verte» devraient être reconnus et rémunérés à leur «valeur mondiale» dans le contexte du



Photo : © Alter trade

dérèglement climatique et de l'effondrement de la biodiversité. Les fonds ainsi récoltés devraient permettre de financer les investissements massifs nécessaires à l'intensification agro-écologique qui, au delà de sa composante environnementale, aurait pour effet de doubler les rendements agricoles actuels pour permettre aux familles paysannes africaines de se nourrir et de nourrir leur population.

« Dans l'état actuel des forces en présence, il y faut aussi la conscience des intérêts bien compris de la communauté internationale qui ne doivent plus être, pour les pays industrialisés, de « nourrir le monde », prétexte à tous les excès productivistes et concurrentiels, mais de permettre à la population de chaque pays de se nourrir elle-même. »

Pour effectuer cette révolution, l'Afrique doit pouvoir se protéger des importations agricoles et alimentaires. Et c'est là qu'intervient l'idée du protectionnisme. Face à la concurrence insoutenable des pays développés, l'économie agricole africaine, n'a en effet aucune chance de survie et encore moins d'opérer cette révolution agricole. La fiscalité aux frontières permettrait non seulement de garantir des prix stables et rémunérateurs à l'agriculture paysanne africaine, mais aussi de mettre en place des mesures pour soutenir les habitant-e-s pauvres des villes face au renchérissement de l'alimentation. Et de rappeler aussi la nécessité de rééduquer les citoyens à une consommation locale, car ils se sont peu à peu habitués aux denrées importées et se sont détournés des céréales et autres plantes locales adaptées au climat et aux sols africains.

Quel rôle pour le commerce équitable ?

Engagées depuis 50 ans pour des échanges commerciaux plus équitables, les organisations du commerce équitable se doivent d'être à l'écoute de ces revendications et de porter la voix de la société civile des pays du Sud qui demandent « un nouveau modèle de justice écologique et sociale ». Ceci d'autant plus que la promotion, la défense de la souveraineté alimentaire et le soutien à l'agriculture paysanne font partie intégrante de notre mouvement, qui a su rester fidèle à une vision du commerce équitable qui n'enferme pas ces pays dans un rôle de simples producteurs de matières premières sans valeur ajoutée. Le développement des capacités de transformation au niveau local et le soutien pour le déploiement de marchés locaux dont nous parlons dans ce numéro en sont des exemples.

La pratique du commerce équitable et le soutien au développement de projets de ce type doit cependant continuer de s'accompagner d'une réflexion plus globale sur la justice climatique, sur les accords commerciaux de notre pays avec les pays à faible revenu et sur la responsabilité de nos entreprises, en particulier dans les pays du Sud.

Le néoprotectionnisme écologique revendique le droit de mettre les considérations environnementales au premier plan. Dans le contexte actuel, il nous semble cohérent de s'y intéresser, d'autant plus que l'idée est portée par des personnalités du Sud global. Et même sous nos latitudes, il permettrait de faire enfin bouger les choses. On le remarque régulièrement, lors des débats politiques : l'argument phare pour s'opposer à des réglementations environnementales plus strictes chez nous, que ce soit au niveau des pesticides ou des polluants éternels (PFAS) est que de telles règles avantageraient les produits importés (qui ne respectent pas les mêmes critères), rendant nos acteurs économiques moins compétitifs. Unique solution qu'on nous demande d'accepter : le statu quo, ou le jeu de tergiverser tant que les autres ne bougent pas... Il conviendra de réfléchir, la prochaine fois que nous devrons nous positionner sur de nouveaux accords de libre-échange : la solution, pour la planète, pour les productrices et producteurs et in fine pour les citoyen-e-s du monde ne serait-elle pas plutôt ailleurs ?

Lara Baranzini

Renforcement économique local, nos exemples

Fairafric, Ghana

Vous êtes-vous déjà demandé pourquoi le chocolat, dont la matière première, le cacao, est cultivée et récoltée en Afrique et en Amérique du Sud, n'était jamais produit sur place ? À cela, il y a plusieurs raisons d'ordre historique et économique. Mais à l'heure actuelle, l'une des principales raisons est qu'il est très difficile de réaliser un produit fini sur place, en raison des monopoles des grandes marques et du manque d'infrastructures sur place, qui n'est jamais soutenu. Toutefois, grâce à l'action du commerce équitable et solidaire, dont le leitmotiv est de créer le plus possible de valeur ajoutée dans le pays producteur, cela peut changer !

Nous avons demandé à la jeune entreprise Fairafric, dont vous pouvez trouver les délicieuses tablettes colorées sur les rayonnages des Magasins du Monde, de se présenter :



Photos : © Fairafric

Qui est Fairafric ?

Nous sommes une entreprise sociale germano-ghanéenne qui révolutionne le monde du chocolat depuis 2016. Nous sommes la première entreprise européenne à produire du chocolat bio de haute qualité - de la fève au produit fini - entièrement dans le pays d'origine du cacao, le Ghana.

Pourquoi produisez-vous sur place ?

70% du cacao mondial provient d'Afrique de l'Ouest, mais moins de 1% du chocolat mondial y est produit. Les matières premières continuent d'être exportées et transformées dans les pays du Nord. Ce sont surtout les grandes entreprises des pays industrialisés qui en profitent, tandis que le Sud a du mal à renforcer son économie locale.

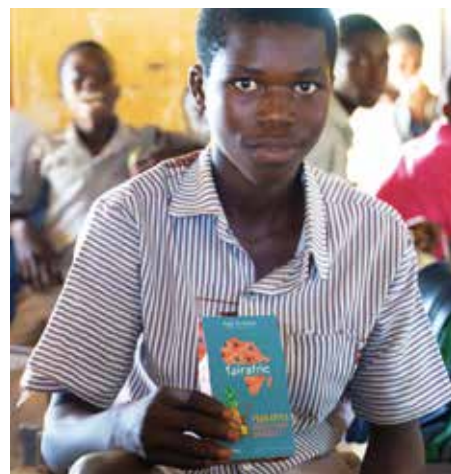
Quel est votre objectif ?

Nous ne visons pas seulement le succès économique, nous mettons également l'accent sur les aspects sociaux et écologiques. En produisant dans notre pays, nous créons des emplois qualifiés, augmentons les revenus locaux et soutenons la mise en place de structures économiques locales. Ce faisant, nous souhaitons être un projet modèle pour d'autres entreprises du secteur et valoriser la création de valeur dans le pays de production des matières premières.

Nous réalisons notamment :

- des investissements dans les infrastructures : Fairafric a construit au Ghana une usine de production ultramoderne qui fonctionne aux énergies renouvelables. Cette usine constitue non seulement la base de la production de chocolat, mais améliore également la qualité de vie dans la région en améliorant l'infrastructure.

de commerce équitable



Photos : © Fairafric



- des programmes de qualification : *Fairafric* forme la main-d'œuvre locale pour qu'elle accède à des postes de chocolatiers professionnels et de responsables de production, ce qui permet non seulement de créer des emplois, mais aussi d'accroître l'expertise locale. Plus de 20 jeunes Ghanéens ont déjà suivi la formation avec succès.
- des effets d'entraînement : La présence de *Fairafric* crée de nouveaux marchés et services. Des entreprises de logistique, des prestataires de services d'emballage et d'autres entreprises s'installent pour profiter de l'amélioration des conditions.

Notre chocolat est vendu sur les 5 continents : sur les continents habités sauf l'Amérique du Sud. Le marché local au Ghana connaît une croissance dynamique, nous y produisons notre propre marque mais aussi des marques de distributeur, ainsi que des ingrédients pour des produits plus élaborés.

Les Magasins du Monde sont fiers de contribuer, avec leur fournisseur *claro*, au développement de *Fairafric*. Quand l'entreprise a débuté ses activités, elle a reçu plus de 10'000 postulations ! C'est emblématique du manque d'emplois et de la volonté de développer des entreprises sur place !

Aujourd'hui plus de 200 personnes travaillent chez *Fairafric* et ce sont autant de familles qui bénéficient de ce très beau projet. Gageons qu'un jour, le secteur du chocolat au Ghana pourra en employer bien plus !

Nadia Laden, avec la collaboration de *claro* et *fairafric*

Coopérative *Green Net*, Thaïlande

À la création de la coopérative d'importation OS3 en 1977 par des œuvres d'entraide suisses, des contacts sont établis par des groupes de commerce plus juste avec les producteurs de riz. La sévère récession que la Thaïlande connaît dans les années 80 et 90 pousse le gouvernement à réorienter sa politique économique. L'État se retire de l'organisation économique et supprime les taxes à l'exportation, ouvrant la voie de la libéralisation.

La Thaïlande s'est spécialisée dans la culture du riz et malgré les crises successives, le pays réussit à tripler sa production entre 1960 et 1990.

Green Net est fondée en 1993 et se définit comme une entreprise à responsabilité sociale. L'organisation est parvenue à mettre en place des relations stables avec les riziculteurs.



Photo : © Green Net

Elle a aussi redéfini son système de partenariat avec les importateurs du commerce équitable. Le changement climatique l'a engagée à adopter de nouvelles méthodes de culture et à soutenir la diversification de la production agricole. *Green Net* est cofondatrice de l'organisme de certification biologique thaïlandais (ACT) qui contribue à soutenir les cultivateurs dans leur conversion à l'agriculture biologique.

Dès la fondation d'*EFTA* (l'organisation européenne des importateurs du commerce équitable), *claro fair trade* est chargée du suivi des producteurs de riz. La coopérative encourage de plus en plus la jeune génération à s'investir dans le secteur de l'agriculture biologique et à utiliser des machines pour améliorer la productivité. Aujourd'hui, la coopérative compte plus de 1'000 producteurs (dont plus de 50% de femmes) dans la production du riz, de la noix de cajou, de la noix de coco et de mûriers.

Avec l'aide de l'ONG *Earth Net Foundation*, fondée en 2000, *Green Net* forme et soutient les producteurs dans le développement de nouvelles méthodes de culture, pour une meilleure résistance aux changements climatiques avec des solutions professionnelles et durables. Ces réalisations permettent aux producteurs de travailler des parcelles plus productives et de continuer à cultiver pour leur propre consommation tout en produisant pour le marché local.

Dès 2022, la coopérative a installé des usines de transformation de noix de cajou. Elle a mis en route des projets de diverses cultures : riz rouge, riz noir Hom Mali, noix de cajou (40 hectares et 84 membres).

Le partenariat unissant *claro fair trade* et *Green Net* dans les domaines de la culture biologique et du commerce équitable est caractéristique de ces organisations, qui sont tournées vers l'avenir et soucieuses de fiabilité.

Bernadette Oriet

La voix des producteurs

Talmond du Ghana et son partenaire Bodhi Foods du Togo

« Beaucoup de solutions aux problèmes que connaît l'Afrique se trouvent dans des réponses locales. » Kako Nubukpo



Photo : © Talmond - amandes tropicales

Les partenaires africains du commerce équitable tels que *Fairafric* au Ghana et *Upromabio* au Burkina Faso ont créé de la richesse et de l'emploi, en favorisant la transformation sur place de cacao, de mangues et d'autres matières premières locales. Il n'en va pas autrement chez *Talmond*, le tout nouveau partenaire de *claro fair trade*. Comme son nom l'évoque, cette jeune entreprise du Ghana vise à valoriser l'amande tropicale, un aliment ancien « oublié », à l'instar du fonio, céréale dont *Talmond* soutient également la culture, la transformation et la commercialisation, en collaboration principalement avec *Bodhi Foods*, une entreprise du nord du Togo.

Il était déjà question de ces projets innovateurs lors de la « Fair Week 2024 », dans le but de récolter des fonds destinés à leur renforcement. Récolte à laquelle vous avez été plusieurs à avoir généreusement participé !

Mais qu'en est-il au juste ? Et pourquoi certains produits ne sont pas en vente dans nos magasins ?

Talmond Foods, une entreprise par et pour des femmes

Talmond a été créée en 2019, à l'initiative d'une jeune femme d'origine ghanéenne. Se souvenant que dans son enfance, l'amande tropicale avait joué un rôle important dans l'alimentation familiale, elle souhaitait relancer sa culture et sa



Photo : © Talmond - récolte du fonio

consommation, sans oublier d'autres aliments traditionnels, en particulier le fonio, une céréale aux grandes vertus nutritives et de plus exempte de gluten, mais délaissée en raison de sa faible productivité. *Talmond* a pour objectif d'améliorer les conditions de vie des familles paysannes, en particulier des femmes, d'ajouter au prix rémunérateur des matières premières une plus-value considérable en commercialisant sur le marché local puis international des produits finis tels que du lait végétal, de créer des emplois dans sa propre unité de transformation et de promouvoir la sécurité et souveraineté alimentaire des populations locales à travers les pratiques de l'agriculture BIO et de l'agroforesterie. Aussi bien l'amande tropicale que le fonio sont, de fait, des plantes particulièrement propices à cela, car adaptées aux sols des régions de production, et capables de contribuer à leur régénération et, par conséquent, à la résilience climatique.



Photos : © Talmond

La valorisation de l'amande tropicale - un projet d'envergure, qui demande beaucoup de temps !

Depuis ses débuts, *Talmond* achète les amandes tropicales à des familles paysannes qui possèdent des badamiers (*terminalia catappa*) ainsi qu'à des « collecteurs » d'amandes sauvages. Dotée de ses propres installations de transformation et d'un centre de recherche et de formation, *Talmond* a créé une pépinière, lui permettant la plantation de quelque 1'300 badamiers dans le but d'étudier, entre autres, leur besoin en eau. Parallèlement, elle assure la distribution de jeunes plants dans diverses régions du pays, accompagnée de formations en agroforesterie et gestion arboricole. En contrepartie, *Talmond* s'engage à acheter, en temps voulu, l'ensemble des récoltes : en fait, les badamiers ne produisent des fruits qu'à partir de 4 ans d'existence !

Afin d'assurer à la fois la continuité du projet et son objectif de contribuer à l'amélioration des conditions environnementales et alimentaires du pays, *Talmond* prévoit de soutenir, à travers le pays, la plantation de 90'000 arbres dans un premier temps, puis à long terme jusqu'à quelque 127'800 arbres, en ayant recours aux pratiques d'agroforesterie, qui favoriseront la régénération de plusieurs centaines d'hectares de sols, dégradés par l'emploi massif de produits chimiques. De plus, en promouvant les principes de l'agroforesterie, qui mise entre autres sur l'interaction entre arbres et autres cultures, ce projet contribuera à sauvegarder, voire à augmenter la biodiversité



tout en permettant à 546 familles paysannes de diversifier leurs revenus. Parallèlement, il est prévu que leur nombre va rapidement augmenter à 1'000, pour atteindre progressivement plusieurs milliers. Leur regroupement en coopératives est en chantier.

Sauvegarder et pérenniser la culture du fonio, autre aliment ancestral et porteur d'avenir

Si la (re)valorisation de l'amande tropicale, un important aliment de base d'antan, a donné naissance à *Talmond*, l'entreprise s'est aussi lancée dans celle du fonio, autre aliment ancestral de haute valeur nutritive, pour plusieurs raisons menacé de disparition (voir encadré). Pour *Talmond*, ce choix est, tout d'abord, lié à son objectif de promouvoir des aliments traditionnels de qualité et de contribuer ainsi à la sécurité alimentaire de la population. En même temps, il s'agit aussi de créer des sources de revenu supplémentaires, aussi bien pour les personnes impliquées dans la culture et la transformation du fonio que pour l'entreprise elle-même, en attendant que les nouveaux badamiers donnent leurs premiers fruits et que le projet d'augmenter considérablement leur nombre deviennent réalité.



Photo : © Talmond

Ainsi, *Talmond* a commencé, dans un premier temps, à commercialiser du fonio biologique du nord du Ghana, en collaborant avec Amaati, une entreprise à but social qui soutient des femmes paysannes en leur offrant des possibilités de formation, d'accès à la terre et à des sources de revenus, en particulier par la vente de fonio BIO. En même temps, Amaati souhaite contribuer, comme *Talmond*, à la régénération des sols et à la résilience climatique.

Toutefois, afin de disposer de la quantité et de la qualité nécessaires de fonio BIO, *Talmond* s'est tournée en 2024 vers l'entreprise *Bodhi Foods*, qui promeut le fonio BIO au nord du Togo (voir encadré). La culture, la transformation et l'ensachage du fonio BIO sont réalisés au Togo, tandis que la fabrication des sachets et le suivi des commandes, entre autres celle de *claro*, sont assurés par *Talmond*. Un bel exemple de collaboration transfrontalière !

En guise de conclusion : dans le commerce équitable, la patience est de rigueur...

Ce nouveau partenariat de *claro* avec *Talmond* ne s'est pas fait du jour au lendemain. Mais contrairement au commerce dit conventionnel, celui qui se veut équitable tient compte des défis à relever et du temps, souvent plus long que prévu, qu'il faut pour qu'un produit arrive à bon port.

L'arrivée de fonio BIO en grains et en farine dans votre magasin du monde est imminente. Mais pour les amandes et le lait d'amandes, déjà en vente au Ghana, il faudra patienter...

On en reparlera, sans aucun doute, en temps voulu...

Elisabeth Piras avec l'aimable collaboration
d'Elie Fink et Eva Agana (*Talmond Foods*)

Sources : ASRO, Fair Week, flyer novembre 2024

claro Actuel, décembre 2025/janvier 2026

www.talmondfoods.com

À propos du fonio BIO

« Le partenariat avec le commerce équitable nous apporte beaucoup, sinon nous aurions cessé de cultiver le fonio »

(citation d'une paysanne, *Talmond*)

Le fonio, céréale cultivée dans toute l'Afrique de l'Ouest depuis toujours, reste un des aliments de base de milliers de personnes. Toutefois, malgré ses excellentes qualités nutritionnelles et, de plus, l'absence de gluten, sa valorisation, voire commercialisation à plus grande échelle a longtemps été freinée, au risque

d'abandonner sa culture, et ce pour deux raisons. D'une part, se contentant de sols pauvres, sa productivité est faible. D'autre part, enveloppées - comme le riz et l'épeautre - d'une écorce coriace, ses graines ne sont comestibles qu'après avoir été décortiquées. Chargées en général de la culture et de la récolte du fonio pendant

toute la période de sa croissance, ce sont aussi les femmes qui assurent son décortiquage, en pilant, puis en vannant les grains - exclusivement à la main. Toutefois, depuis quelques années, des équipements mécanisés ont vu le jour dans plusieurs pays. Ainsi, *Bodhi Foods*, une petite entreprise fondée en 2017 à Niamtougou, au nord du Togo, et active dans la production et la transformation de produits BIO, principalement de fonio, a pu se doter - avec l'appui du gouvernement, soucieux de promouvoir la filière - d'installations performantes.

Actuellement, *Bodhi Foods* s'approvisionne chez quelque 1074 familles paysannes, regroupées en 28 coopératives villageoises, en leur payant un prix rémunérateur, et en leur proposant divers services et formations. La certification BIO est assurée par Ecocert.

La récolte du fonio - qui continue d'être assurée par des femmes, à l'aide d'une faucille - est destinée principalement à la vente à *Bodhi Foods*. Parallèlement, les paysannes cultivent, pour leurs propres besoins et le marché local, d'autres aliments de base tels que mil, sorgho, manioc ainsi que différents légumes... Une

rotation de deux ans permet de laisser reposer les sols ou de les enrichir par des légumineuses.

Le décortiquage, le contrôle de qualité et l'emballage du produit fini occupent, dans les installations de *Bodhi Foods*, une soixantaine d'employés, quasi exclusivement des femmes et des jeunes. En saison haute, s'y ajoutent des ouvriers et ouvrières temporaires, bénéficiant également de conditions de travail et de salaires décentes.

Contrairement à ce que le nom «*Bodhi*» pourrait suggérer, les fondateurs de l'entreprise n'ont pas fait de lien avec son éponyme sanscrit qui signifie «éveil». Toutefois, pourquoi ne pas y voir une coïncidence porteuse de sens, étant donné qu'il s'agit d'une entreprise dont le but est non seulement de promouvoir un aliment ancestral, produit dans d'excellentes conditions environnementales et sociales, mais aussi de conscientiser producteurs et consommateurs à ces valeurs ?

Pour en savoir davantage :
claro Actuel n°6, Décembre 2024-Janvier 2025

Soutenez les Magasins du Monde



**Offrez
des bons
cadeaux !**

mdm.ch
secretariat@mdm.ch

Action citoyenne

Initiative

Pour une place financière suisse durable et tournée vers l'avenir

La collecte de signatures pour l'initiative populaire fédérale est officiellement lancée !

Chaque année, nos grandes banques et assurances mettent à disposition des milliards de francs suisses pour des projets à l'étranger qui détruisent le climat et la biodiversité. À elles seules, **les activités du secteur financier suisse génèrent des émissions de CO2 18 fois supérieures à celles de la Suisse**. Cette situation est inacceptable et doit changer.

La mise en œuvre de la loi climat, et notamment de l'article 9 qui préconise que la place financière suisse doit contribuer effectivement à la décarbonisation est pour le moins étonnante : le Conseil fédéral se contente en effet de proposer des tests climatiques volontaires ! Forts de ce constat, l'Alliance Climatique Suisse - réunissant plus de 150 organisations membres et partenaires, dont les Magasins du Monde, mais aussi des experts du secteur financier et des politiques de tout horizon ont lancé cette initiative. Concrètement, l'initiative demande que :

- la Confédération s'engage en faveur d'une orientation écologiquement durable de la place financière suisse et qu'elle prenne des mesures pour aligner les flux financiers en conséquence ; ces mesures doivent être conformes aux normes internationales et aux obligations de la Suisse au titre du droit international en matière de compatibilité climatique et de protection et de reconstitution de la diversité biologique.
- les participants suisses aux marchés financiers (banques, assurances, établissements financiers, institutions de prévoyance des assurances sociales) alignent leurs activités commerciales ayant un impact sur l'environnement à l'étranger sur l'objectif de température convenu au niveau international et sur les objectifs internationaux en matière de biodiversité. Il est également demandé qu'ils tiennent compte des émissions directes et indirectes et des effets sur la biodiversité dans l'ensemble de la chaîne de création de valeur. La loi prévoit des exceptions pour les participants aux marchés financiers dont les activités ont un impact minime sur l'environnement.
- les participants suisses aux marchés financiers ne fournissent pas de services de financement et d'assurance servant à la mise en valeur ou à la promotion de nouveaux gisements d'énergie fossile ainsi qu'à l'expansion de l'exploitation de gisements d'énergie fossile existants.
- une surveillance est instaurée pour veiller à la mise en œuvre de ces dispositions et qu'elle soit dotée de compétences en matière de décision et de sanction.

L'initiative exige donc que les acteurs de la place financière suisse cessent de financer ou d'assurer de nouveaux projets pétroliers et gaziers. Elle demande également une réorientation des flux financiers pour qu'ils soient alignés sur les objectifs climatiques et de préservation de la biodiversité. Elle offre une opportunité unique de transformer la finance en un levier clé pour la transition écologique.

La finance doit enfin être au service de la transition dont nous avons besoin !

Votre engagement est essentiel pour faire aboutir cette initiative ! alliance-climatique.ch

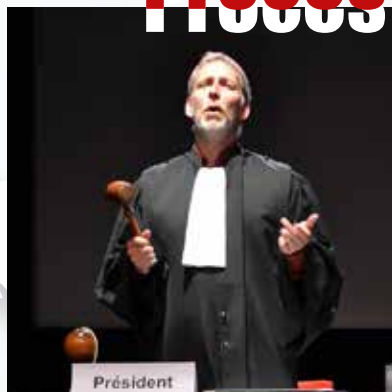


Théâtre

Les Magasins du Monde et le SKarab Théâtre présentent une pièce interactive et humoristique

Devenez jurés au «Procès du commerce équitable», un spectacle pour répondre aux grandes critiques du commerce équitable et réfléchir sur le système économique mondial, interroger nos certitudes, notre solidarité et les impacts de notre consommation.

Procès du commerce équitable



Écriture : Frédéric Kusiak et Service EduAction d'Oxfam-Magasins du monde
Avec : Céline Verlant, Frédéric Kusiak et Jérémie Vanhoof
Musiques : Charlotte Chantrain et Benoît Paradis

Mise en scène : Frédéric Kusiak
Spectacle co-produit avec Oxfam-Magasins du Monde
Soutien technique : Arnaud Rivet

- 1^{er} mai** Martigny, public en soirée
- 2 mai** Sainte-Croix, scolaire et public en soirée
- 3 mai** Neuchâtel, public en soirée
- 6 mai** Delémont, scolaire et public en soirée
- 7 mai** Saignelégier, scolaire-public en matinée
- 9 mai** Lausanne, scolaire et public en soirée
- 10 mai** Le Locle, public en soirée

mdm.ch/agenda



Avec le soutien de



Abonnement 2025 :

Je m'abonne à *ex æquo* à titre de :

Bénévole 30 CHF ☐
Ami-e des Magasins du Monde 70 CHF ☐

Membre soutien 110 CHF ☐
Parrain-Marraine 360 CHF ☐

Inscription : secretariat@mdm.ch / 021 661 27 00

par courrier : Association romande des Magasins du Monde
Avenue Dickens 6, 1006 Lausanne

Versement : CCP 12-6709-5 / IBAN CH83 0900 0000 1200 6709 5

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal - Localité _____